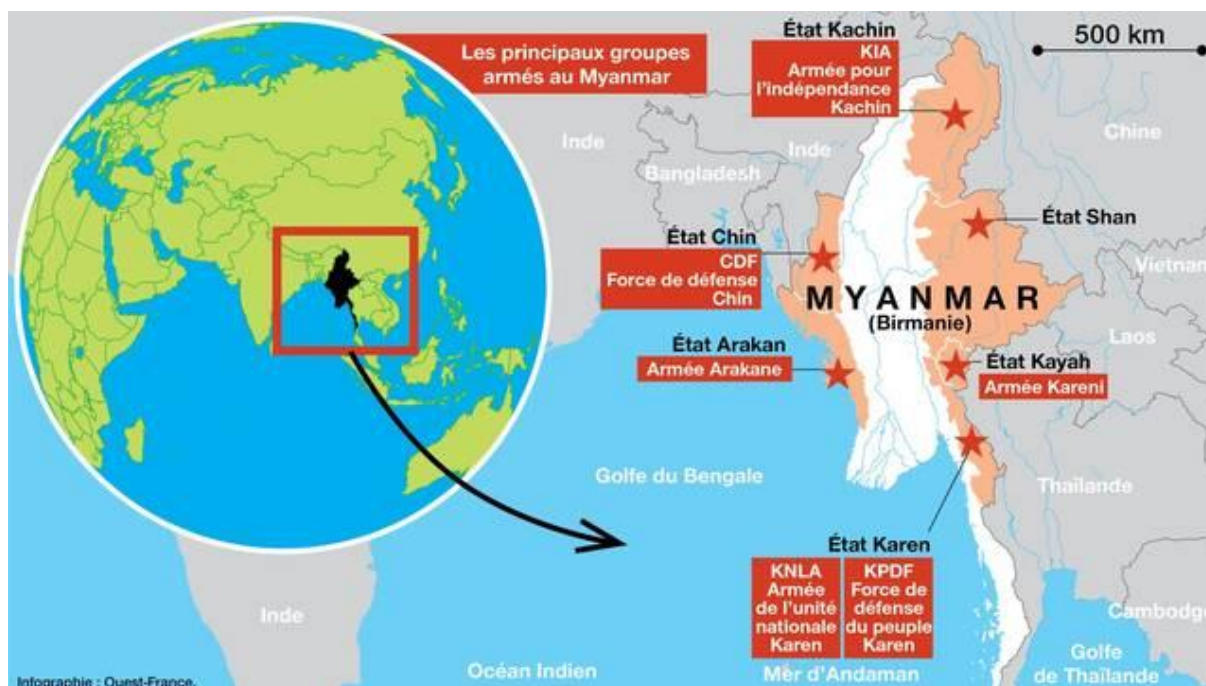


# Le Myanmar, perspectives politiques et diplomatiques, résistance et résilience

6 décembre 2022



Source : La Birmanie compte une dizaine de groupes ethniques armés, qui se battent contre l'armée depuis des décennies, principalement sur les zones côtières et frontalières. | OUEST-France : <https://www.ouest-france.fr>

Dans le cadre de cette conférence organisée en partenariat avec l'association DOH ATU, créée en 2022, qui a vocation à promouvoir la culture birmane, sa littérature, ses activités artistiques, quatre interventions ont présenté successivement différents éclairages sur la situation actuelle en Birmanie, 21 mois après le coup d'état de février 2021. Alors que la junte au pouvoir en Birmanie vient d'annoncer la libération de près de 6 000 prisonniers, quelle évolution peut-on envisager aujourd'hui ?

## I – François Robinne, Anthropologue

**Espace carrefour.** Par contraste avec ses deux grands voisins, ce qui caractérise l'Asie du Sud-Est et, au sein de celle-ci, la Birmanie, est de ne pouvoir être identifiée en tant qu'aire culturelle. Frontalière avec la Chine et l'Inde, mais également avec le Bangladesh, le Laos et la Thaïlande, la Birmanie est hier comme aujourd'hui à la convergence de deux grands flux migratoires.

L'un, historique, est le mouvement nord-sud, de populations venues du Nanchao dans l'actuel Yunnan. Les grandes familles linguistiques s'y croisent et s'y superposent depuis l'époque médiévale, donnant à l'Asie du Sud-Est - incluant la Birmanie – sa complexité linguistique et culturelle. L'autre, contemporain, est un mouvement contraire du sud vers le nord, qu'amplifia l'*ASEAN Economic Community* 2015 avec la mise en place de corridors de développement consacrés à l'échange de marchandises, reliant Singapour, le monde malais et l'Asie du Sud-Est continentale à l'Inde et la Chine. La Birmanie en constitue le passage obligé.

Un flux inverse de populations se développe dans le même temps. Car la Birmanie « fuit » de partout : travailleurs de l'exil originaires des hautes terres attirés par les mégapoles les plus proches (Bangkok, Delhi, Kuala-Lumpur) ou du Moyen-Orient, populations musulmanes

fuyant depuis 2015 les exactions militaires, réfugiés issus de la classe moyenne ou supérieure faisant suite au coup d'Etat de février 2021. En interne comme au transnational, les déplacements forcés et autres migrations ne se succèdent pas ; elles se cumulent dans l'espace et dans le temps avec effet amplificateur.

Selon François Robinne, la raison de cette fuite en avant tient à la concomitance de nationalismes mis en place localement : nationalisme militaire, nationalismes religieux et nationalismes ethniques confondus. Tant que la Birmanie restera enfermée dans son piège identitaire – les mêmes causes produisant les mêmes effets – il est peu probable, selon François Robinne, que la Birmanie puisse mettre un terme à la spirale de la guerre civile dont l'origine remonte à l'indépendance en 1948, le traité de Panglong agissant comme le catalyseur des rébellions ethniques, à commencer par la révolte karen. Une guerre civile qui a pour autre trait remarquable de se développer de façon ininterrompue quelle que soit la nature dictatoriale ou à tendance démocratique des régimes en place.

Dans un tel contexte d'instabilité systémique, il est probable que les dynamiques en cours – axe indo-pacifique et axe sud-est asiatique – aient à faire l'impasse sur la Birmanie, tout du moins tant que les acteurs locaux et la communauté internationale ne s'accordent pour mener à bien, sur d'autres bases, une transition démocratique inachevée. Pour ce faire, la réponse est contenue dans la question préalable : quelles raisons à 75 années de guerre civile quelque soit le régime en place ?

**II – Nan Su Mon Aung**, nommée Représentante du Gouvernement d'Unité Nationale (NUG) pour la France en mars 2022, présente le NUG et son projet politique, espoir pour une Birmanie libre.

Le NUG représente le Gouvernement légitime d'une Birmanie libre et démocratique. Avec l'éradication de la dictature militaire, il souhaite promouvoir un nouveau cadre constitutionnel incluant notamment la protection de tous les citoyens et une démocratie fédérale basée sur des valeurs de liberté, justice et égalité, avec une égalité des droits pour tous sans discrimination.

Pour mémoire, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) a largement remporté les élections de novembre 2020, mais en février 2021, l'armée a violé la constitution de 2008 en déclarant l'état d'urgence et en tentant de prendre le pouvoir par la force.

Le 16 avril 2021, les parlementaires élus qui ont pu échapper aux arrestations, ont formé le NUG, organe exécutif dont le rôle est de bâtir un projet politique commun basé sur les alliances avec les groupes ethniques, qui est la principale force de résistance en Birmanie.

Dans cette perspective, une feuille de route en 12 étapes a été établie. Aujourd'hui, le mouvement en est à l'étape 8, correspondant à l'élaboration de la nouvelle constitution. Des forces de défense du peuple (PDF) ont été mises en place en mai 2021 par le NUG pour protéger les populations. Contrairement à la junte militaire terroriste, les PDF doivent adhérer à un strict code de conduite. En septembre 2021, la guerre révolutionnaire est lancée. Aujourd'hui 15% du territoire est sous son contrôle, et 35% sous contrôle des groupes ethniques. Par conséquent, plus de la moitié du territoire national est sous le contrôle de la résistance.

Le NUG est pourvoyeur de services publics, en premier lieu desquels on compte : l'aide aux déplacés internes, la santé, l'éducation, le soutien à la désobéissance civile, police et justice, garants de l'Etat de droit, l'assistance communautaire.

Sur le plan diplomatique, le NUG dispose, en plus de son délégué permanent auprès des Nations Unies à New-York, de représentations dans huit pays : Australie, Corée du sud, Japon, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, République Tchèque, Norvège. Bien que le NUG n'ait pas encore été officiellement reconnu, des ministres du NUG ont participé à des rencontres internationales de haut niveau, comme la ministre des Affaires étrangères du NUG, Daw Zin Mar Aung.

Située au cœur de l'espace indo-pacifique, la Birmanie occupe une position géostratégique. Elle possède de nombreuses ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, les pierres précieuses, le teck et des terres rares. C'est aussi un pays riche sur le plan agricole, et qui dispose d'un potentiel de production d'énergie hydroélectrique.

Le coup d'Etat est facteur d'instabilité pour la région tant sur le plan économique, que sanitaire et humanitaire. Il a entraîné un nombre important de réfugiés dans les pays voisins, notamment en Thaïlande et en Inde.

La Russie de Poutine constitue le principal soutien de la dictature birmane, situation particulièrement préoccupante dès lors que les deux régimes multiplient les axes de coopération : armements, nucléaire, et une coopération militaire dans le cadre d'une "lutte anti-terroriste" menée contre l'opposition démocratique.

La Chine d'autre part est le pays qui possède le plus d'intérêts en Birmanie, avec laquelle elle partage 2000 km de frontières, et où elle a établi un corridor économique permettant l'accès à l'Océan Indien. La Chine n'a encore fait aucun commentaire négatif au sujet du coup d'Etat, et apporte son soutien calculé au régime. Toutefois, la Chine doit comprendre que l'instabilité politique créée par la junte est une menace pour ses propres intérêts.

La communauté internationale a assigné la tâche de résoudre la crise en Birmanie à ses voisins de l'Association des Nations d'Asie du Sud-est, mais la réponse de l'organisation n'a pas été à la hauteur des enjeux en raison de dissensions internes et surtout de la duplicité de la junte, qui s'est finalement trouvée exclue des congrès régionaux.

Le NUG exige comme prérequis la libération inconditionnelle des quelques 13 000 prisonniers politiques, dont Aung San Suu Kyi et le président Win Myint, et la mise en cause de la responsabilité pénale du dictateur Min Aung Hlaing, pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité.

Alors que près de deux ans après le coup, la junte ne parvient toujours pas à contrôler le pays, le NUG incarne un mouvement populaire et historique, la Révolution du Printemps birman, porteur d'espoir non seulement vis-à-vis du peuple birman, mais aussi face aux régimes autoritaires dans le monde.

**III- Tin Tin Htar Myint**, médecin, Secrétaire de l'Association « DohAtu - Ensemble pour le Myanmar », insiste sur les notions de résistance et résilience.

Les civils sont la cible principale de la politique de « terre brûlée » mise en œuvre par la junte depuis 21 mois. Les écoles, bâtiments religieux, villages entiers sont brûlés, et les villageois massacrés dans le but de créer la terreur. Avec 1,7 million de personnes déplacées, sans véritable école depuis presque 3 ans pour la majeure partie des enfants (Covid et coup d'Etat), et presque 2 ans sans récoltes pour une grande partie du pays, l'UNICEF estime que la moitié de la population devra faire face à la famine en 2023. La couverture vaccinale est inférieure à 50% et devient une menace potentielle de santé publique globale.

La résistance s'organise comme un « patchwork » avec plusieurs axes d'action ayant un seul but : ne plus avoir des militaires dans la politique. Le premier axe est la résistance civile est de refuser. Le refus d'obéir - s'organise sous la forme d'un mouvement de désobéissance civile (CDM - Civil Disobedience Mouvement)<sup>1</sup>, initié par les médecins, les instituteurs, les banquiers et les travailleurs de différents autres secteurs (transport ferroviaire). Le refus de payer s'organise en refusant de consommer des produits issus des entreprises liées aux militaires et de payer les taxes.

Le deuxième axe est le travail en réseau entre les Birmans à l'étranger et à l'intérieur du pays, surtout pour des campagnes et collectes de fonds. Le "Blood money Campaign"<sup>2</sup>, par exemple, est une campagne internationale ayant pour but de chasser ou sanctionner les entreprises qui enrichissent la junte lui permettant de financer ses crimes contre l'humanité.

De plus, il y a aussi des projets afin de collecter de l'argent pour soutenir l'aide humanitaire<sup>3</sup>. Par exemple, le tableau fait par le fils de Daw Aung San Suu Kyi a remporté une somme de 1,7 million de dollars. La vente des actions de terrains et propriétés appartenant à des militaires de haut rang a rapporté aussi des millions de dollars en quelques jours. Depuis peu, le transfert de l'argent se fait par l'application 'NUGpay', qui compte déjà plus de 20,000 utilisateurs.

La résistance armée s'organise aussi, avec de nombreuses zones de conflit sur l'ensemble du territoire. On peut compter environ 10,000 affrontements armés depuis le coup d'Etat en février 2021<sup>4</sup>. La Birmanie centrale, une zone qui n'a jamais connu le conflit armé, est devenue le berceau de la résistance armée féroce. Les manifestations en ville sont impossibles même si elles existent par le biais de rues vides, de grèves silencieuses et la volonté de ne pas obéir.

En effet, la société birmane est en pleine transformation par le biais de la résistance. Elle démontre la détermination, le courage, la créativité, la connectivité d'un peuple, mené par les jeunes générations. Elle témoigne aussi d'un changement profond vers une société plus égalitaire où on n'accepte plus la misogynie ; où on respecte les droits de tous, ceux des LGBTQI+ et des minorités ethniques comme les Rohingyas.

21 mois après le coup d'Etat militaire, la junte a perdu le contrôle territorial de plus de la moitié de la Birmanie<sup>5</sup>. Elle est de plus en plus isolée, cependant soutenue par de grands Etats : Chine, Inde, Russie<sup>6</sup> ... déstabilisateurs et gagnants de la situation. Alors, comment travailler avec la Chine, par la confrontation ou par la collaboration, pour que la région soit stable ? Malgré tout, la résistance gagne du terrain avec la capacité de gouvernance et des

## Blood Money Campaign



<sup>1</sup> <https://www.eurasiareview.com/21112022-the-forgotten-heroes-myanmars-civil-disobedience-movement-workers-oped/>

<sup>2</sup> <https://globalmayday.net/bloodmoneymyanmar/>

<sup>3</sup> <https://thediplomat.com/2022/07/funding-myanmars-spring-revolution/>

<sup>4</sup> <https://myanmar.iiss.org/>

<sup>5</sup> <https://specialadvisorycouncil.org/wp-content/uploads/2022/09/SAC-M-Briefing-Paper-Effective-Control-in-Myanmar-ENGLISH-2.pdf>

<sup>6</sup> Ces trois Etats ne sont pourtant pas d'accord sur tous les dossiers internationaux ..... !!!! (HM)

relations internationales croissantes. Mais elle a besoin de l'aide de la communauté internationale...

**IV – Sophie Brondel**, coordinatrice de l'Association Info Birmanie créée en 1996, est intervenue pour rendre compte de la mobilisation et du plaidoyer porté par la société civile birmane, « *source de lumière et d'inspiration*<sup>7</sup> ».

La société civile birmane est notamment mobilisée pour tarir les revenus de la junte militaire. Cette question des revenus de l'armée est antérieure au coup d'État, puisque les intérêts économiques des militaires avaient été mis en évidence dans un rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Onu en 2019. Cette dernière avait mis en avant la nécessité de cibler ces intérêts afin d'atteindre la capacité financière de l'armée birmane, qui alimente la commission de ses crimes. Il était également demandé aux entreprises étrangères en lien avec des entreprises contrôlées ou détenues par les militaires de couper ces liens. Dès avril 2020, des activistes birmans, sous le nom de *Justice for Myanmar*, ont commencé à cibler les revenus de la junte. La mobilisation de la société civile depuis le coup d'État, conjuguée à la dégradation constante de la situation sur le terrain, a abouti au départ de plusieurs entreprises de Birmanie, parmi lesquelles Total Energies et Chevron durant l'été 2022.

Depuis le coup d'État, les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et l'Union Européenne (UE) ont adopté une série de sanctions ciblées contre des individus et des entités. Mais toutes les sanctions ciblées demandées par la société civile birmane n'ont pas encore été adoptées, notamment à l'encontre des banques qui donnent à la junte un accès aux devises étrangères et contre les entreprises qui alimentent la junte en carburant d'aviation. La société civile birmane se mobilise notamment pour faire en sorte que la junte ne puisse plus bombardier les civils comme elle le fait actuellement, en visant notamment des écoles.

On ne peut pas dire que l'UE soit à l'avant-garde des sanctions adoptées, par rapport aux pays anglo-saxons, à l'exception notable des sanctions contre la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE), annoncées par l'UE en janvier 2022 (assorties d'exemptions sur mesure dans le cadre du départ annoncé de Total Energies). La société civile continue de se mobiliser pour que les Etats-Unis sanctionnent la MOGE, une mesure capitale pour tarir les revenus gaziers de la junte grâce à la portée extraterritoriale des sanctions américaines (le champ gazier de Yadana opéré par Total a été repris par l'opérateur thaïlandais).

Le Rapporteur spécial de l'Onu déplore l'absence de coordination et de concertation de la communauté internationale pour viser la junte, à l'instar de ce qui s'est mis en place pour venir en aide au peuple Ukrainien. Le 8 novembre, pour le 2<sup>ème</sup> anniversaire des élections démocratiques de novembre 2020, de nouvelles sanctions ont été décidées par l'UE, basées notamment sur une liste établie par la société civile birmane. Les sanctions européennes visent désormais 80 individus et 10 entités. Mais il reste encore beaucoup à faire.

La société civile birmane sollicite la communauté internationale pour :

- Une reconnaissance / un soutien au gouvernement d'unité nationale (NUG),
- Des sanctions ciblées pour tarir les revenus de la junte,

---

<sup>7</sup> Selon les termes employés par Tom Andrews, Rapporteur spécial de l'ONU sur la Birmanie, dans son rapport paru en octobre 2022.

- Une aide humanitaire innovante/effective pour atteindre les populations déplacées,
- Des initiatives pour faire rendre des comptes à la junte.

Elle est très mobilisée sur les enjeux de justice internationale pour mettre un terme à l'impunité de la junte, qui dure depuis des décennies et alimente ses crimes. Il y a déjà une procédure en cours devant la Cour Pénale Internationale (CPI) en ce qui concerne les Rohingya. Mais depuis des décennies, et encore aujourd'hui, la société civile birmane appelle à ce que le Conseil de sécurité de l'Onu réfère la situation de la Birmanie devant la CPI. Des initiatives actionnant le mécanisme de la compétence universelle sont également en cours, portées par la société civile (Argentine / Turquie), afin de faire juger les crimes de la junte en dehors de la Birmanie. Il y a urgence à faire juger la junte, mise en cause pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

De nombreux militants de cette société civile se mobilisent au péril de leur sécurité sur le terrain, pour rendre compte de la situation, fournir une aide humanitaire aux populations déplacées etc. Les communautés locales et la société civile birmane sont en première ligne pour apporter cette aide dans un pays qui compte maintenant plus de 1,7 millions de déplacés internes et près de 15 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire.

En conclusion, et pour reprendre les termes du Rapporteur spécial de l'Onu sur la Birmanie, la société civile birmane joue un rôle essentiel en soutien des aspirations et des besoins du peuple birman et doit être davantage soutenue par la communauté internationale.

\* \* \* \* \*